

Nice, le **15 DEC. 2025**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société BRENNTAG
293 chemin de la Roseyre 0630 CONTES

Arrêté préfectoral de mise en demeure

n° 976

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14210 du 4 janvier 2013 délivré à la société BRENNTAG pour la poursuite de l'exploitation des installations de son site de Contes ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_580 du 6 novembre 2025 consécutif à un contrôle effectué le 7 octobre 2025, ce rapport ayant été transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observation formulée par l'exploitant ;

- CONSIDÉRANT** l'article 1.1.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 janvier 2013 susvisé qui impose à l'exploitant de disposer, d'aménager et d'exploiter ses installations et leurs annexes conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 07 octobre 2025 plusieurs stockages de produits chimiques sur des zones non définies dans son dossier ;
- CONSIDÉRANT** que ces stockages sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, et en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions réglementaires précitées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1.

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société BRENNTAG (SIRET n° 70980178100077), située 293 chemin de la Roseyre à Contes (06390), est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, de respecter la prescription suivante :

- Sous 15 jours :
 - article 1.1.1.2 (Conformité aux dossiers) de l'arrêté complémentaire du 04 janvier 2013, en disposant, aménageant et exploitant ses installations et leurs annexes conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés.

Article 2.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois.

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi d'une requête déposée via l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 4. Publicité et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société BRENNTAG et publié sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture,
- à la sous-préfète Nice-Montagne,
- au maire de Contes,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
SG 4931

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE